



La Charte canadienne des droits des victimes

Faire d'une promesse une réalité

La promesse...

Droit à un recours

Les victimes ont des droits exécutoires, ce qui signifie qu'elles peuvent demander des comptes au système et demander réparation lorsque leurs droits sont violés.

La réalité...

La Charte canadienne des droits des victimes (CCDV) accorde surtout des droits symboliques que les victimes ne peuvent pas faire respecter devant les tribunaux

Les victimes ne disposent ni d'un statut juridique, ni de la qualité pour agir, ni du droit d'interjeter appel en cas de violation

Aucun organisme indépendant ne détient le pouvoir de faire respecter les droits des victimes

Les acteurs du système de justice pénale exercent un large pouvoir discrétionnaire, ce qui entraîne un traitement inégal des victimes

Les victimes marginalisées rencontrent des obstacles supplémentaires

Pourquoi c'est important

- » En l'absence d'application de la loi, les droits des victimes sont ignorés, ce qui réduit l'équité et la confiance
- » Une protection juridique égale est nécessaire autant pour les victimes que pour les délinquants
- » La responsabilisation favorise la confiance dans la justice et la guérison

Comment faire mieux

Modifier la CCDV pour :

- » rendre les **droits des victimes juridiquement exécutoires**
- » permettre aux victimes de **contester les décisions** et d'obtenir des recours lorsque les autorités refusent de respecter leurs droits
- » obliger le gouvernement fédéral à **vérifier que toute nouvelle loi respecte les droits des victimes**
- » donner à l'ombudsman des victimes d'actes criminels **un véritable pouvoir d'enquêter sur les plaintes** et de demander des comptes



Canadian Victims Bill of Rights

From Promises to Practise

The promise...

Right to remedy

Victims have enforceable rights, meaning they can hold the system accountable and seek remedies when their rights are violated.

In reality...

The Canadian Victims Bill of Rights (CVBR) offers rights that victims can't enforce in court

Victims lack legal standing, a cause of action, and the right to appeal breaches

No independent oversight body exists to enforce compliance

Criminal justice authorities exercise wide discretion, leading to inconsistent treatment of victims

Marginalized victims face additional barriers

Why it matters

- » When authorities ignore victims' rights, they undermine fairness and public trust
- » Victims deserve equal legal protection, just like offenders
- » Holding the system accountable builds trust and supports healing

How we can do better...

Amend the CVBR to:

- » Make victims' rights legally enforceable
- » Allow victims to challenge decisions and seek remedies when authorities deny their rights
- » Require the federal government to review new laws for compliance with victims' rights
- » Empower the Victims Ombudsperson to investigate complaints and hold the system accountable